

# La crise d'Areva : ne pas faire payer aux salariés l'incurie patronale, ne pas lier organiquement EdF au nucléaire

jeudi 12 mars 2015, par [WILNO Henri](#) (Date de rédaction antérieure : 11 mars 2015).

Sommaire

- [La direction a creusé un \(...\)](#)
- [Malfaçons, retards et reculs](#)
- [« L'équipe de France du \(...\)](#)

« *Il n'y aura pas de carnage social* », a déclaré Emmanuel Macron alors qu'Areva annonce 4,8 milliards d'euros de perte en 2014 et programme un plan d'économies. En fait, carnage économique et carnage social sont bien à l'horizon.

Areva, créé en 2001, est un poids lourd du système industriel français. L'entreprise est le produit d'une stratégie visant à construire un leader mondial du nucléaire, de l'amont à l'aval de la filière, en rapprochant la Cogema et Framatome. La Cogema avait pour missions essentielles l'extraction, le traitement et le retraitement du combustible afin d'alimenter les centrales, tandis que Framatome travaillait à la conception et à la fabrication de réacteurs nucléaires. EdF de son côté avait la charge de la conception des nouvelles centrales et du pilotage de leur construction.

Sous la houlette d'Anne Lauvergeon, ancienne conseillère de Mitterrand qui a présidé son directoire de 2001 à 2011, Areva a adopté une politique de puissance, et s'est positionné en concurrent d'EdF. L'État détient 87 % du capital d'Areva mais, comme dans d'autres cas, ses représentants se sont alignés sur les décisions de dirigeants avides de pouvoir et de rémunérations élevées dont « Atomic Anne » a été un des plus purs représentants.

## La direction a creusé un gouffre financier

Derrière les 4,8 milliards de perte de 2014 (et ceux des années antérieures), il y a trois facteurs : des erreurs de gestion, la dégradation de l'outil industriel et un recul du chiffre d'affaires.

Parmi les erreurs de gestion imputables à « Atomic Anne », il y a l'EPR et UraMin. En 2003, le groupe, en tandem avec l'allemand Siemens, avait emporté la construction de l'EPR (réacteur pressurisé européen) finlandais. Il s'avère rapidement que l'opération dépasse les compétences d'Areva. Démarré en septembre 2005, le chantier devait être terminé en 2009. En 2015, il n'est toujours pas achevé et nul ne sait exactement quand il le sera. Cette opération se révèle être un gouffre financier : la facture atteint 7,4 milliards d'euros dont 3,9 milliards d'euros de surcoût. Rien qu'en 2014, selon le *Figaro*, le groupe a dû provisionner 600 millions d'euros au titre des pénalités de retard.

S'y est ajouté l'achat de la société minière canadienne UraMin qui aurait causé 2 milliards d'euros

de pertes entre 2010 et 2013. On peut se demander comment Areva a pu racheter en 2007, pour 1,8 milliard d'euros et sans véritable expertise, une entreprise détenant des mines d'uranium... qui se sont révélées inexploitable. La justice est sur l'affaire mais avance lentement...

### **Malfaçons, retards et reculs**

La dégradation de l'outil industriel a eu comme conséquence une multiplication des malfaçons et des retards de livraison, d'où surcoûts et des pénalités de retard. Ce n'était pas une préoccupation essentielle de la haute hiérarchie de l'entreprise empêtrée dans ses rêves de puissance. Ainsi, un couvercle de cuve pour Flamanville a pris deux ans de retard : de mauvaises consignes ont été données aux soudeurs, reconnaît la direction selon le quotidien économique *les Échos*. Comme le dit un responsable CGT de l'usine de Saint-Marcel (en Saône-et-Loire) qui évoque toutes les erreurs de gestion : « *La note va être présentée aux salariés... alors que objectivement ce n'est pas le soudeur qui est responsable* ».

Il y a enfin, et c'est le facteur sur lequel les dirigeants de l'entreprise préfèrent mettre l'accent, un recul du chiffre d'affaires de l'entreprise qui renvoie notamment à un « effet Fukushima » et à la montée en puissance de la Chine désormais capable d'élaborer et construire des équipements.

### **« L'équipe de France du nucléaire » !**

Pour l'instant, entreprise et gouvernement jurent qu'il n'y aura pas de licenciements, mais une réduction des effectifs (45 000 salariéEs au total, dont 28 000 en France) est de toute évidence à l'ordre du jour. Les salariéEs vont payer les pots cassés et le mirifique projet industriel risque de s'effondrer.

Valls a parlé d'« *un dialogue social efficace qui permette d'identifier les mesures à mettre en œuvre dans la concertation avec les salariés et les élus des territoires concernés* », ce qui n'annonce rien de bon au vu des expériences d'autres entreprises. Quant à Hollande, il veut que « *les acteurs de l'équipe de France du nucléaire puissent collaborer davantage* ». Derrière ce langage, il faut comprendre l'idée qu'EdF doit apporter un soutien à Areva.

Quelle qu'en soit la forme précise, cette solution lierait organiquement EdF au nucléaire alors que c'est une tout autre voie qu'il faudrait emprunter : économies d'énergie et sortie du nucléaire. Dans le cadre d'une rupture avec le nucléaire, il y aurait des emplois et des activités à développer pour Areva : démantèlement de centrales, techniques de décontamination, gestion des déchets. En tout cas, les salariéEs ne doivent pas faire les frais d'une gestion patronale catastrophique cautionnée par les gouvernements successifs.

**Henri Wilno**

---

**P.-S.**

\* « Areva : vers le carnage ». Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 280 (11/03/2015).  
<http://www.npa2009.org>